

tervalle des réparations. De plus, dans un tableau de ce genre, il faudrait pour être logique, déduire le chiffre estimatif des coûts d'exploitation du navire pendant la période de 16 mois, correspondant à la durée des travaux de réparation, alors que le bateau était inexploité, ce qui ferait plus que compenser les coûts indirects attribués dans le tableau.

Je reconnais qu'un examen des dépenses publiques s'impose au comité. Comme celui-ci je m'intéresse aux procédures. Nous les examinons sans cesse afin d'y apporter les améliorations que l'expérience nous révèle souhaitables. Il est juste de dire, je crois, que l'énergie déployée par le comité dans ce cas-ci aura manifestement pour effet une surveillance plus étroite à l'avenir des opérations de radoub, de tous les services d'approvisionnement du gouvernement à vrai dire.

Enfin, puis-je dire à nouveau que j'espère que ne seront plus cloués nommément au pilori des membres particuliers de la fonction publique ou des membres des forces armées comme on l'a fait dans ce cas-ci. Après tout, le ministre responsable, au nom duquel je parle ce soir, assume l'entière responsabilité pour ces fonctionnaires et j'approuve leurs efforts. Dans les circonstances existantes ils ont fait de leur mieux, en ce qui a trait à ce radoub. Comme je l'ai dit, j'espère que le comité n'aura plus à montrer du doigt tel ou tel fonctionnaire en particulier.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, je suis arrivé à la Chambre après le début du discours du président du Conseil privé (M. Macdonald) bien préparé par quelqu'un que je connais probablement; c'est pourquoi je ne suis pas en mesure de le commenter dans sa totalité. Je n'ai pas l'intention, quoiqu'il en soit, ce soir, de traiter de la question du *Bonaventure* ou de l'un ou l'autre des nombreux cas, portés à l'attention de la Chambre par l'auditeur général, de gaspillage, de dépenses inutiles, de mauvaise administration, et le reste, ces dernières années. En réalité, ce qui est en jeu ici, selon moi, c'est une question de principe beaucoup plus importante, soit le principe de la responsabilité ministérielle à l'intérieur de tout ministère de l'État.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Harkness: Je reviendrai là-dessus dans un instant, mais c'est pour cela, en tout premier lieu, que j'ai pris la parole ce soir et ce sera le thème principal de ma déclaration.

A mon sens, le gouvernement a tout fait pour rejeter ses responsabilités sur des mem-

bres de la Fonction publique à divers échelons. Cela me répugne énormément, car j'ai assumé moi-même la direction de trois ministères. Ministre, j'ai toujours été prêt à assumer la responsabilité des initiatives de mes fonctionnaires. Le gouvernement actuel n'y semble pas disposé. D'après moi, c'est ce principe qui est en cause dans la motion.

Mais, pour commencer, l'escalade du coût pour le radoub du *Bonaventure* est bien moindre que celle d'un certain nombre d'autres programmes du gouvernement actuel. Ancien ministre de la Défense, cela me révolte terriblement de voir que, d'une manière générale, le public considère peut-être l'affaire du *Bonaventure* comme le pire exemple de mauvaise gestion et de dépense inutile des fonds publics. En fait, j'ai personnellement insisté l'année dernière, au comité des finances, du commerce et des affaires économiques, pour qu'on examine les affaires de l'Expo, qui est un bien pire exemple de ce dont je parle que le *Bonaventure*. Dans ce cas particulier, les crédits engagés au début par le gouvernement étaient de 40 millions de dollars. Au comité des finances, du commerce et des affaires économiques, nous n'avons jamais pu trouver à combien revenait finalement l'Expo, mais en fin de compte, le gouvernement a dû payer quelque chose comme 300 millions de dollars. Voilà une escalade bien supérieure à ce qui s'est passé dans le cas du *Bonaventure* et les Canadiens devraient garder cela en mémoire.

Il y a ensuite l'affaire du Centre des arts. Je me souviens fort bien lorsque ce projet a été présenté pour la première fois à la Chambre des Communes qu'il devait en coûter censément aux environs de 9 millions de dollars. Mais quand tous les devis et ainsi de suite ont été fournis au gouvernement, on atteignait 18 millions de dollars. Finalement, il en a coûté entre 40 et 45 millions de dollars, une escalade de cinq fois le coût initial ou même davantage. Celui des exemples qui me fait le plus mal, c'est celui de l'hydroptère. Quand j'étais ministre de la Défense, j'hésitais fortement en effet à autoriser qu'on en commence l'expérimentation et la construction et je n'ai cédé que lorsqu'on m'eût assuré que la dépense ne dépasserait en aucun cas de 11 à 12 millions de dollars. C'était un maximum absolu. Le coût s'en élève maintenant à quelque 50 millions de dollars. La seule conclusion que je puis en tirer, c'est que le gouvernement actuel n'a pas veillé comme il l'aurait dû à ce que l'argent des gens soit dépensé d'une façon raisonnable. Les responsables ne sont pas les sous-ministres et leurs sous-